

La Commune

ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · 2009 TRIMESTRE 2

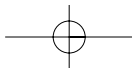
**SAMEDI 16 MAI
14 HEURES 30**

**LA MODERNITÉ
DE LA COMMUNE
AU MUR DES
FÉDÉRÉS**

Cimetière du
Père-Lachaise
Entrée rue
des Rondeaux
Métro Gambetta
Paris XX^e

VOIR PAGE 3

NUMÉRO
38



La crise, alibi de la misère

Une fois de plus, fidèles depuis toujours au souvenir des Communards, nous serons tous ensemble au Mur des Fédérés le 16 mai 2009. En 1871, malgré une terrible répression, le grain de la révolte, semé par les Communards, a germé. Royalistes et partisans de l'empereur ne purent empêcher la République de s'installer et c'est d'abord aux Communards, tous républicains, que nous le devons. L'envie du gouvernement de Thiers de gommer, pour toujours, l'espoir né de cette jeune démocratie qui lui a fait si peur, a échoué. Si nous déplorons la chape de plomb qui pèse encore sur l'histoire de la Commune et sur son œuvre, nous nous apercevons qu'il suffit de la faire connaître pour convaincre. Et c'est cela qui inquiète encore en cette période de crise, alibi de la misère !

En 2009, des êtres humains se retrouvent pauvres parmi les pauvres, à vendre des denrées périmées, à faire les poubelles pour simplement se nourrir. Ils perdent leur emploi parce que le patron met la clef sous la porte emportant les profits, laissant la détresse. Pour ceux qui travaillent, des loyers trop élevés grèvent des salaires trop bas. Rien n'est fait pour empêcher

ces malheurs ! Au contraire le gouvernement les aggrave. Sous le prétexte de relancer l'économie, il aide les banques. Il installe le bouclier fiscal qui protège les riches de quelques prélèvements pourtant largement justifiés.

Des hommes, des femmes et même des enfants sont incarcérés parce que sans papiers. On ne veut pas entendre leur désespoir ! La statistique des expulsions est impitoyable. Dans un système de suffrage dit pourtant « universel », le droit de vote leur est refusé.

Le gouvernement reste sourd à tous les mécontentements. Il faut des semaines de grève, juste pour obtenir les débuts d'une négociation ! Mais, habités de l'esprit de révolte des Communards, les mouvements sociaux grandissent, rassemblant des milliers de salariés, de retraités, de chômeurs. La rue se fait l'écho de la Commune de 1871. Nous voyons fleurir des banderoles « Vive la Commune » sur les facultés, sur le parcours des manifestations et le prénom s'y prêtant, nous pouvons dire avec Pottier, auteur de l'Internationale : « Non Nicolas, la Commune n'est pas morte ! ».

CLAUDINE REY

NOTRE COUVERTURE

Ce bas-relief, sculpté dans un beau bois rouge par Karl-Jean Longuet, petit-fils du communard Charles Longuet, est un hommage à la Commune de Paris. Datant des années 1950, il évoque des formes humaines surgissant d'un fond mural, probablement le Mur des Fédérés et sera suivi de nombreuses œuvres presque abstraites sur ce thème.

Photo Vincent Pomas



Le texte reproduit ci-dessous a été proposé aux organisations du mouvement associatif, syndical et politique qui se réfèrent à la révolution du printemps 1871 pour qu'elles appellent leurs adhérents, amis et sympathisants à participer à la traditionnelle « montée » au Mur des Fédérés. La liste des signataires figurera sur notre site commune1871.org à partir du 1^{er} mai 2009

APPEL

LA MODERNITÉ DE LA COMMUNE CÉLÉBRÉE LE 16 MAI AU MUR DES FÉDÉRÉS

Cette année nous commémorons le deux centième anniversaire de la naissance de Charles Delescluze, cette grande personnalité républicaine qui s'était pleinement engagée dans la Commune.

Quelques jours avant sa mort sur les barricades, le vieux républicain avait envisagé le « sublime avenir » de nos enfants.

Ce « sublime avenir » la Commune l'avait engagé, en particulier en ouvrant le chemin d'une école nouvelle qui donnerait aux enfants du peuple toute leur place. Une école qui serait une des colonnes d'une vraie égalité sociale.

En décrétant le 2 avril 1871, 34 ans avant la loi de 1905, la séparation de l'Église et de l'État, la Commune permettait le développement d'une école laïque, condition de la démocratisation et garantie de la liberté de conscience.

Dans chaque arrondissement se mettait aussi en place la gratuité scolaire. Les écoliers recevaient de leurs maîtres cahiers et crayons, ces premiers outils de l'apprentissage.

Mais la Commune visait aussi plus largement à une « instruction nouvelle » qui formerait des citoyens maîtres de leur destin. Elle attachait

une grande importance à l'enseignement du métier et ouvrit des écoles professionnelles où devaient s'associer une riche formation générale et des enseignements spécialisés.

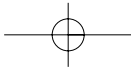
La Commune impulsa aussi l'enseignement des filles et montra l'exemple en décidant de l'égalité des salaires des institutrices et des instituteurs. Elle mit en place les premières crèches, amorça la transformation des « asiles d'enfants » en écoles maternelles, ouvrant la voie à l'idée que l'éducation publique doit commencer dès le plus jeune âge pour porter tous ses fruits.

En ce moment où une attaque en règle est menée contre l'école, de la maternelle à l'Université, où la crise sociale exige une résistance de grande ampleur, il importe plus que jamais de manifester notre attachement à l'oeuvre démocratique de la Commune.

Nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent résister aux atteintes aux droits sociaux et démocratiques et qui luttent pour en conquérir de nouveaux, à se rassembler le 16 mai au Mur des Fédérés pour réaffirmer la modernité des idéaux de la révolution du printemps 1871.

Nous vous donnons rendez-vous le samedi 16 mai 2009 à 14 h 30 à l'entrée du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux, Paris XX^e (Métro Gambetta).

*Pour se joindre à cet appel, écrire, téléphoner ou envoyer un courriel aux Amis de la Commune.
(Voir nos coordonnées en dernière page)*



HISTOIRE

ÉDUCATION ET CULTURE



La Commune l'éducation et la culture

En 1850, la loi Falloux imposa l'instruction religieuse dans toutes les écoles. Thiers voulait que le curé de la paroisse se charge de l'instruction primaire. Il préférait « l'instituteur sonneur de cloches à l'instituteur mathématicien ». Après le coup d'Etat du 2 Décembre 1851, le Second Empire renforça encore la mainmise de l'Eglise sur l'enseignement. Mais Louise Michel, Pauline Kergomard et d'autres instituteurs laïques refusèrent de faire allégeance à l'Empereur.

A la veille du 18 mars 1871, 27 % des enfants d'âge scolaire de Paris étaient inscrits dans les écoles communales tandis que 33 % fréquentaient les écoles congréganistes. En outre 32 % des enfants n'allaient dans aucune école car ils travaillaient très jeunes avec leurs parents ou dans les usines. Et, pour les mêmes raisons, beaucoup d'élèves inscrits n'étaient présents qu'en début d'année à l'école.

Les enfants travaillaient dès le plus jeune âge, parfois 15 heures par jour, dans les manufactures. L'âge d'embauche fut limité à 12 ans en 1841, puis à 13 ans en 1892, mais, le plus souvent, cela n'était pas respecté.

LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

En 1869, Gambetta avait inscrit dans son programme la séparation de l'Eglise et de l'Etat. En octobre 1870, la Ligue de l'Enseignement, avec Jean Macé et Emmanuel Vauchez, recueillit 1 267 267 signatures sous une pétition pour la laïcité de l'école. La Société l'Ecole Nouvelle militait aussi pour la suppression de l'enseignement religieux et des objets de culte à l'école. Elie Ducoudray, maire du XIV^e arrondissement et

d'autres maires avaient pris des mesures pour assurer l'enseignement laïque et gratuit. Et l'un des premiers décrets de la Commune, adopté à l'unanimité le 2 avril 1871, décida la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprima le budget des cultes.

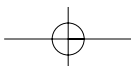
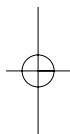
En outre, avec l'école laïque et gratuite pour tous, la Commune organisa les premières cantines scolaires et décida l'élection au suffrage universel des fonctionnaires, y compris dans l'enseignement.

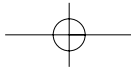
EDOUARD VAILLANT ET LA LUTTE POUR LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

Considéré comme une des « têtes pensantes de la Commune » Edouard Vaillant, nommé délégué à l'Enseignement le 20 Avril 1871, créa, huit jours après, une commission chargée d'établir dans tous les arrondissements de Paris le même modèle d'enseignement intégral, primaire et professionnel, laïque et gratuit, incluant les arts et la culture pour tous, filles et garçons. Il voulait développer la transmission du savoir, base de l'égalité sociale. L'enseignement professionnel ou polytechnique devait pour Edouard Vaillant faire suite au tout premier enseignement, de caractère général, où les enfants auraient acquis des notions de mathématiques, de physique, d'histoire, de langues vivantes étrangères, de dessin, de gymnastique.

Sa commission comprenait notamment le peintre Gustave Courbet, l'écrivain Jules Vallès, le républicain radical Jules Miot, l'instituteur Augustin Verdure et le poète et chansonnier Jean-Baptiste Clément.

Mais Edouard Vaillant se heurtait à des adversai-





Édouard Vaillant (1840-1915)
au Mur des Fédérés, début du XXe siècle

HISTOIRE

LES PROJETS DE LA COMMUNE

Pour une formation intégrale, manuelle et intellectuelle. Vaillant fit appel aux enseignants laïques pour approfondir l'idée pédagogique de la transmission du savoir. La Commune envisageait, en effet, de préparer un plan complet d'enseignement intégral et demandait aux municipalités de lui signaler les locaux appropriés à la création d'écoles professionnelles. Pour tous les âges de l'enfant, les Communards s'opposèrent à l'enseignement traditionnel imprégné d'obscurantisme, de préjugés, d'inégalités sociales et raciales, d'esprit de domination et de servitude. Ils voulaient, comme l'écrivit Jules Vallès dans *Le Cri du peuple*, que l'enfant devienne à la fois capable de gagner sa vie et apte au travail intellectuel.

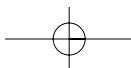
Dès le 6 Mai, Vaillant fit placarder sur les murs de la capitale un avis annonçant que dans un établissement situé 18 rue Lhomond, dans le V^e arrondissement, jusque là occupé par les jésuites et possédant tout un équipement approprié, s'installerait la première école d'enseignement professionnel pour les garçons âgés de 12 ans et plus. Le 21 mai, en pleins combats, il annonça que cette école serait ouverte dès le 22 au matin. Mais les Versaillais avaient fait irruption dans la capitale le 20 mai et cette ouverture fut impossible. Aujourd'hui, à cette adresse, se trouve l'École normale supérieure.

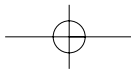
Les 15 et 17 mai 1871, au nom de la Société des Amis de l'enseignement, Marie Verdure et Elie Ducoudray présentèrent à la Commission Vaillant un projet de création et d'organisation des crèches où l'on trouve les prémices de l'institution telle qu'elle existe aujourd'hui. Dépassant déjà le souci de la simple « garde » des enfants, ils considéraient comme essentiels l'accueil éducatif du tout-petit, son éveil, l'affection à lui prodiguer, sa sécurité, les soins, son entourage.

L'institutrice Marguerite Tinayre, passionnée

res de la laïcité, tels les maires des V^e et XIII^e arrondissements de Paris. La Commune dressa une liste des établissements scolaires tenus encore par des congréganistes afin de les forcer à remplacer les prêtres par des instituteurs et institutrices laïques. Mais les résistances étaient parfois vives. Jean Allemane raconte dans ses mémoires que, parfois, les instituteurs étaient accueillis par une grêle de pierres et que des dévotes envahissaient les classes, se ruaient sur les institutrices, leur relevaient les jupes, et les fouettaient jusqu'au sang.

Le personnel de l'administration centrale congréganiste se réfugia à Versailles. De nombreuses écoles privées furent vidées de leurs élèves cependant que des professeurs du secondaire et du supérieur désertèrent lycées et facultés. Et pourtant, à la veille du décret du 2 avril, l'Hôtel de Ville de Paris continuait à verser aux écoles religieuses des crédits de fonctionnement supérieurs à ceux perçus par les écoles laïques !





Augustin Verduré

Anna Jaclard

Jules Vallès

Jean-Baptiste

Clément

Elie Reclus



de pédagogie, fut nommée le 11 avril inspectrice générale des livres et des méthodes d'enseignement dans les écoles de filles de la Seine.

Le 12 mai 1871 Edouard Vaillant signait un avis sur la création d'une école professionnelle d'art industriel pour jeunes filles. Complétant l'instruction scientifique et littéraire, on devait y enseigner le dessin, le modelage, la sculpture sur bois, sur ivoire et, en général, les applications de l'art du dessin à l'industrie. L'avis faisait appel aux professeurs mais aussi aux ouvriers de plus de 40 ans qui désiraient être maîtres d'apprentissage.

Bien que débordés par leur travail dans le primaire, Edouard Vaillant et ses amis pensaient aussi au secondaire. Le 11 mai, les écoles secondaires Turgot et Colbert, comptant 1000 élèves d'origine bourgeoise, furent réquisitionnées par la Commune. L'école Turgot fut alors l'objet d'une véritable émeute anti-communaliste contre laquelle 14 élèves seulement protestèrent.

Vaillant voulait encore réorganiser l'Université. Mais, dès le début avril, les Versaillais avaient transféré à Tours l'École Polytechnique de crainte que les jeunes élèves officiers suivent l'exemple du polytechnicien Rossel rallié à la Commune. Les professeurs de l'école de Médecine ayant fui à Versailles, la commission tenta en vain de faire appel dans les arrondissements aux officiers de santé, aux médecins et aux professeurs restants. Toutefois des étudiants des écoles de

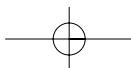
Pharmacie, des Mines, de Médecine, des Beaux-Arts et de Droit signèrent un manifeste soutenant la Commune.

ET AUSSI LES ARTS ET LA CULTURE

Une commission fédérale des artistes fonctionna dès la mi-avril. Elle était composée d'illustres artistes comme les peintres Corot, Courbet, Daumier, Manet, de sculpteurs et d'architectes, de graveurs lithographes et d'artistes industriels. Contrairement aux allégations des Versaillais selon lesquelles la Commune détruisait les arts et les sciences, Gustave Courbet fut désigné par la Commune pour faire ouvrir au public les musées de la ville de Paris et pour rétablir l'Exposition annuelle aux Champs Elysées. Le jardin des Tuileries fut ouvert aux enfants. Des causeries et entretiens populaires traitaient de différents thèmes comme celui sur « l'éducation et la famille ». Les bibliothèques ouvraient leurs portes aux travailleurs.

Elie Reclus fut nommé directeur de la Bibliothèque nationale. Des dispositions étaient prises pour la reprise des cours au Muséum d'histoire naturelle, pour le respect de l'institution scientifique nationale et veiller à la conservation du matériel, des collections etc. La Commune prévoyait notamment la réforme du Conservatoire de Musique, l'ouverture au public du Musée du Luxembourg à partir du 15 mai.

La Commune confia à des conservateurs la surveillance de tous les monuments, les musées, les bibliothèques d'œuvres d'art, etc. qui



n'appartenaient pas à des particuliers. Elle projeta aussi d'organiser des expositions communales nationales et internationales à Paris, ainsi que la construction de vastes salles pour l'enseignement supérieur pour des conférences sur l'esthétique, l'histoire et la philosophie de l'art.

Dans son livre de 1929 sur l'histoire de la Commune, Lissagaray écrit : « *les théâtres s'ouvrent... Le Lyrique donne une grande représentation musicale au profit des blessés. L'Opéra-comique en prépare une autre. Les artistes abandonnés par le directeur de la Gaieté dirigent eux-mêmes leur théâtre. Le Gymnase, le Châtelet, le Théâtre Français, l'Ambigu-comique ouvrent leurs portes à la foule. Des concerts sont organisés aux Tuileries, pour les veuves et les orphelins de la Commune* ».

UNE ŒUVRE IMPÉRISSABLE

Alors qu'on se battait sur les barricades pour défendre la Commune, Edouard Vaillant et les membres de sa commission firent preuve d'une volonté de fer pour accomplir leur tâche en faveur d'une éducation nouvelle intégrale, pour former des êtres libérés des chaînes de l'aliénation. Les idées pédagogiques ne manquaient pas mais, faute de temps, elles ne purent être ni finalisées, ni évidemment être mises en pratique. Le drapeau de la Commune de Paris n'aura

flotté que 72 jours. Des jours d'une activité fantastique, fébrile, intelligente, compétente, non sans critique parfois.

Tout en affrontant les Versaillais ennemis de la République, les Communards ont suscité un foisonnement éducatif, culturel et artistique extraordinaire, qui laisse augurer de ce qui aurait pu se faire avec du temps. Le souvenir de cette activité ne périra jamais. Les réalisations de la Commune devraient figurer largement dans les manuels scolaires d'aujourd'hui. D'ailleurs, des réalisations de la Commune perdurèrent après les massacres des Communards. En 1881, l'école devint obligatoire laïque et gratuite. L'école maternelle prendra également son essor en même temps que tous les niveaux de l'enseignement. Hélas, aujourd'hui, en 2009, sous le régime de Sarkozy, les écoles maternelles, l'école primaire, les lycées et les facultés sont en danger. Le combat continue pour le maintien des postes d'enseignants, pour le service public, la laïcité et le savoir.

SUZY COHEN

Bibliographie : M. Dommanget, L'enseignement, l'enfance et la culture sous la Commune, Ed. de l'Etoile, 1964 ; S. Froumov, La Commune de Paris et la démocratie de l'école, Ed. du Progrès, Moscou, s.d. ; G. Soria, La grande histoire de la Commune, tome III, p. 280 à 303, Ed. R. Laffont, 1970.



HISTOIRE



A Saint-Etienne, le 4 septembre 1870, on apprend la proclamation de la République. Le conseil municipal dissous mais toujours en place décide de nommer un conseil provisoire et Tiblier-Verne, un républicain modéré, marchand de bois, est élu maire. Le 5 septembre César Bertholon, ancien député de l'Isère en 1848, exilé en Algérie, rédacteur en chef du journal radical *l'Eclaireur* est nommé préfet. Le 12 septembre, il proclame « la Patrie en danger » et ouvre l'enrôlement dans la Garde nationale, il remplace le Conseil général par un Comité départemental républicain dont il choisit les membres parmi les républicains les plus connus. La municipalité lance un emprunt pour l'armement de la ville et des gardes nationaux et subventionne un Comité de défense employant 350 personnes pour produire jusqu'à 50 000 cartouches par jour. Elle s'attaque courageusement à la puissance de l'Eglise en supprimant les subventions aux établissements d'enseignement confessionnel et en installant dix-neuf écoles laïques dans des locaux appartenant à des Congrégations. Mais la guerre provoque une crise économique grave et une chute des commandes et des milliers d'ouvriers se retrouvent au chômage. Les républicains et socialistes de toutes tendances s'organisent en clubs. Pendant l'automne et l'hiver 1870-1871, la gauche stéphanoise se structure en deux mouvements principaux : l'Alliance républicaine, qui s'exprime essentiellement par le journal *l'Eclaireur* regroupant des « modérés » et le Comité central républicain ou Club de la rue de la Vierge recrutant dans la Garde nationale, chez les ouvriers du textile, les employés de commerce et les artisans.

La Commune de Saint-Etienne

LE MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA COMMUNE

Le 31 octobre, apparaissent sur les murs, des affiches rédigées au nom du préfet Bertholon convoquant le jour même les électeurs pour des élections municipales et appelant à l'élection d'une Commune. Les 13 et 17 décembre, les dirigeants du Club de la rue de la Vierge et ceux de l'Alliance républicaine organisent au Grand Théâtre des réunions pour réclamer la proclamation de la Commune. Le 29 décembre, le Club de la rue de la Vierge, dont le secrétaire est Jean Caton, fait paraître le journal *La Commune* avec comme sous-titre : Défense nationale. Le journal multiplie les appels en faveur de la Commune : « *La Commune c'est notre titre, et nous en sommes fiers. La Commune, c'est la pyramide sociale remise sur sa base : le peuple, c'est-à-dire la totalité des citoyens.* »

Le 3 février 1871, une nouvelle affiche annonce la proclamation de la Commune pour ce jour mais le conseil municipal refuse de se dissoudre, provoquant une division dans le mouvement républicain entre ceux qui font confiance aux élections et aux institutions et ceux qui veulent aller plus loin et, sans attendre, proclamer la Commune.

Aux élections législatives du 8 février 1871, les



républicains sont divisés et seul Frédéric Dorian, un industriel protestant et saint-simonien est élu alors que les conservateurs ont dix élus dans le département. Le 10 février, Bertholon démissionne car il refuse de faire afficher le décret reconnaissant les droits des membres des familles royales et impériales. La méfiance des républicains radicaux et socialistes s'accroît de jour en jour et *La Commune* appelle à la vigilance. Le 26 février le journal écrit : « *On parle déjà de désarmer la Garde nationale. C'est toujours ainsi qu'on s'y prend quand on veut étouffer la République.* » Le 3 mars, malgré la désunion aux élections, les membres du Club de la rue de la Vierge et ceux de l'Alliance républicaine organisent une réunion en hommage à Jean Thomas, veloutier, trésorier du comité de grève de 1865, « *vieux républicain qui vient de décéder.* »

LA PROCLAMATION DE LA COMMUNE À SAINT-ETIENNE

Le 18 mars, le peuple parisien s'insurge et les 72 jours de la Commune de Paris débutent. Le 22 mars, *La Commune* exulte : « *La révolution triomphe ! [...] Le peuple se réveille et veut la Commune.* » Dans la journée les autorités militaires demandent le désarmement de la Garde nationale. Une réunion se tient dans la salle du Prado ; la Commune y est acclamée et on adhère au « mouvement de Paris ». Il est décidé d'envoyer une délégation commune du Club de la rue de la Vierge et de l'Alliance républicaine, « *exiger du maire la proclamation immédiate de la Commune.* »

Le 23 mars, apprenant la proclamation de la Commune à Lyon, les délégués de l'Alliance Républicaine et du Club de rue de la Vierge demandent

Assaut de l'Hôtel de Ville, le 24 mars 1871, dessin anonyme, fin XIXe s.



HISTOIRE

COMMUNES DE PROVINCE

10

à nouveau au conseil municipal de se dissoudre et l'élection immédiate d'une Commune. Le maire Pierre Boudarel, qui a remplacé Tibier-Verné mort en décembre, répond qu'il va soumettre cette proposition au conseil municipal. Le soir, une nouvelle réunion se tient au Prado. De Rolland pour l'Alliance Républicaine déclare : « *il faut aller demander la Commune avec l'arme au pied, la car touche aux dents.* »

Le 24 mars, *La Commune* écrit : « *Gardes nationaux, imitez l'exemple de Paris; et que la triste fin des généraux pour lesquels la vie du peuple est un marchepied, serve de leçon à ceux qui seront tentés de les imiter* » et le journal alléguant une conspiration « antirépublicaine de la réaction » propose à l'Alliance républicaine de former « *en commun une liste de candidats en vue de l'installation de la Commune* ». Une nouvelle délégation se rend à l'Hôtel de Ville et le conseil municipal (sauf huit membres) accepte de démissionner mais le maire indique qu'il reste en fonction jusqu'aux prochaines élections. Les délégués de l'Alliance républicaine se déclarent satisfaits.

Dans la soirée, une nouvelle assemblée se tient à la salle de la rue de la Vierge, les orateurs mécontents de la tournure des événements proposent la désignation de onze délégués « *plus énergiques* ». On réclame « *d'agir sans plus tarder* » et de « *marcher sur l'Hôtel de Ville* ». Vers huit heures, la Garde nationale occupe l'Hôtel de Ville « *en chantant la Marseillaise et en acclamant la Commune* ». Une heure plus tard, les lieux sont envahis par la foule, et les représentants du Club de la Vierge demandent aux autorités présentes (le préfet intérimaire, le maire et deux de ses adjoints, le commandant de la Garde nationale) de proclamer la Commune ! Évidemment, ils refusent et sont arrêtés. Vers minuit, la Commune est proclamée par la foule. Le drapeau

rouge est hissé. Les prisonniers sont remis en liberté sous « *la seule condition que le conseil municipal serait appelé à décider si la proclamation de la Commune à Saint-Etienne devait être soumise à un vote populaire* ». La Garde nationale et les manifestants se retirent au petit matin. Pendant ce temps, les autorités désignent un nouveau préfet, Henri de l'Espée qui, immédiatement, fait placarder une affiche menaçante : « *Arrivé cette nuit dans les murs de votre chef-lieu j'ai trouvé des factieux tentant de consommer un attentat contre l'ordre et les lois de la République [...] Puissamment secondé par l'autorité militaire j'ai pu convoquer la Garde nationale de Saint-Etienne. La seule apparition de quelques bataillons, accourus avec un empressement dont je les remercie, a déterminé la complète retraite de séditieux.* »

Le conseil municipal demande au préfet le retrait des troupes, deux escadrons de cavalerie et 160 hommes d'infanterie, massées aux abords de l'Hôtel de Ville. Une compagnie de gardes nationaux de l'ordre puis une seconde viennent assurer la sécurité du préfet installé dans la mairie qui sert aussi de préfecture. Dans la ville, le rappel est battu, des gardes nationaux en armes et des manifestants parcourent les rues « *drapeau rouge en tête* » et s'emparent de la Manufacture. Le 25 à midi, les délégués de la Garde nationale sont reçus par le conseil municipal qui accepte l'organisation, dans leur sein, d'un référendum pour ou contre la Commune. De l'Espée refuse. Vers quatre heures, les garde nationaux reviennent en force, bousculent les gardes de piquet qui n'ont pas le temps de fermer les grilles et font prisonniers le préfet de l'Espée et le substitut du procureur, Gubian. Dehors des coups de feu éclatent, un garde national est tué. Vers dix heures, une nouvelle fusillade a lieu à l'intérieur ; trois personnes dont le préfet sont tuées. Devant la tournure des événements Jolival, désigné comme commandant de la place,

prend la direction des opérations ; il fait occuper la gare, le télégraphe, la poudrière et décide la tenue d'élections à la Commune pour le 29. Il fait placarder deux affiches au nom d'un Comité révolutionnaire qu'il préside et réquisitionne quatre cent mille cartouches, un canon et huit mitrailleuses. Caton puis Antoine Chastel sont nommés secrétaires du Comité, Guillaume Michel-Berton commandant provisoire de la Garde nationale, et Durbize, chargé de la Direction du télégraphe. Le 26, Gubian et un garde national de l'ordre, Edouard de Ventavon, sont traduits pendant trois heures devant le « Comité constitué en tribunal », les deux hommes sont acquittés et libérés. Des cartes d'électeurs sont commandées, les cafés sont ouverts et les élections préparées. Mais le mouvement reste isolé, peu de décisions sont réellement prises, la foule commence à quitter les lieux. Le 27, les troupes commencent à arriver de Lyon et le 28 à six heures du matin, l'Hôtel de Ville est encerclé, le drapeau rouge est enlevé. Un envoyé provisoire, de Mongolfier, nanti des pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre arrive. Il ne reste qu'une soixantaine de personnes dans l'Hôtel de Ville qui se rendent après négociation. La Commune de Saint-Etienne est vaincue.

LA RÉPRESSION

Les arrestations se multiplient ; les militants du Club de la Vierge se cachent. Mais le 30 avril les élections municipales portent à la mairie trente-deux candidats présentés par les républicains de l'Alliance républicaine et les socialistes du Comité central encore en liberté, contre quatre élus soutenus par Ducros. Boudarel est réélu maire mais immédiatement révoqué par Ducros qui le remplace par un délégué de la préfecture puis finalement remplace le conseil tout entier par une commission.

Les autorités se méfient d'un procès à Saint-Etienne et après quelques hésitations cin-

quante-six accusés (douze sont contumaces) sont traduits devant la cour d'assises du Puy-de-Dôme à Riom. Caton, Chastel, journalistes à *La Commune*, Marchetti, Tamet et Thibaudier, membres de l'Internationale et Amouroux, délégué de la Commune de Paris, sont condamnés à la déportation en enceinte fortifiée ; un accusé est condamné à douze ans de travaux forcés, trois à la déportation simple, quatorze à des peines de un à dix ans d'emprisonnement, vingt-trois prévenus sont acquittés.

Les arrestations se poursuivirent longtemps encore, jusqu'en 1874. Lorsqu'en 1873 se déclencha une grève des mineurs, le préfet de police écrivit au préfet de la Loire : « *Je suis informé qu'une grève vient d'éclater à Saint-Etienne, elle est probablement l'œuvre des délégués de l'Internationale qui ont dû se réunir clandestinement dans cette ville* ». La réaction se remettait difficilement de sa peur. L'Internationale, prosaïque, lui semble resurgir à chaque colère populaire. Le spectre de la Commune la hante encore.

ANNE MORFIN-CATON

(ARRIÈRE PETITE-FILLE DE CATON)

PIERRE-HENRI ZAIMAN

L'ARCHITECTE JOSEPH LOUIS DELBROUCK FOURIÉRISTE ET COMMUNARD

Cet article de Marcel Cerf, paru dans notre bulletin n°31 (printemps-été 2007), a été reproduit dans le n°19-2008 des Cahiers Charles Fourier avec l'autorisation de son auteur et des Amis de la Commune. Le texte a été enrichi par le professeur Michel Cordillot qui a apporté des précisions nouvelles au sujet traité.



Bordeaux au moment de la Commune de Paris

1864, chantier du quai des Chartrons.

Cliché Terpereau © Bibliothèque de Bordeaux, fonds Delpit

Bordeaux, avant le 4 septembre 1870, donne une majorité aux adversaires de l'Empire ; le Gouvernement provisoire la choisit comme centre d'animation de la défense nationale en province ; l'Assemblée nationale élue après l'armistice s'y réunit. Les militants de la section de l'Internationale, traversés par un fort esprit républicain, réagissent. Plusieurs attitudes républicaines coexistent dans la cité depuis les notables modérés au pouvoir, autour de leur journal, *La Gironde*, jusqu'aux « radicaux » et les couches qu'ils influencent.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de Commune à Bordeaux ? La réponse s'inscrit dans la nature du parti républicain en constitution. Le mouvement ouvrier et populaire, dans un milieu comprenant des industries de type ancien, fournit une clef pour une explication. Les relations entre l'idéologie républicaine et la diversité sociale et ouvrière, à Bordeaux, permettent une illustration.

A Bordeaux, à la fin des années 1860, la situation économique stagnante et les choix politiques ambigus se conjuguent avec une forte pression populaire alors que les partisans du régime impérial s'organisent quand l'Empire s'écroule. L'opinion bordelaise, pacifique comme dans le reste de la France, se dresse contre l'Empire et surtout contre sa diplomatie. Alors succède la nécessité de ne pas se laisser déborder quand les héritiers des orientations démocratiques radicales trouvent des raisons d'espérer.

Les Bordelais choisissent aux élections des opposants modérés à l'Empire ; le fossé s'élargit entre le peuple et les possédants. A la différence d'autres villes, la soumission semble l'emporter. La proclamation de la République permet au peuple de manifester sa haine de l'Empire dont profitent les élus démocrates qui ne peuvent affirmer leur domination qu'en maintenant l'ordre. Le contexte national renforce un patriotisme qui exige le calme. Sans organisations pouvant exprimer leur mécontentement, les milieux populaires suivent les démocrates du conseil municipal qui se divisent. Quelques dirigeants minoritaires apparaissent au premier rang dans la suite des événements.

Devant l'invasion des armées prussiennes, alors qu'une délégation du gouvernement tente d'organiser en province la défense nationale, le gouvernement à Paris négocie avec Bismarck. A Paris comme en province, la lutte patriotique se traduit par des divergences sur le maintien de l'ordre social et de la légalité. Le séjour du gouvernement et de l'Assemblée à Bordeaux correspondent à une progression de l'adhésion populaire aux idées républicaines avancées que s'efforcent de contrôler les républicains plus modérés. Devant la dégradation de la situation parisienne, ces derniers entendent calmer ceux qui préparent la guerre civile. Dans le camp retran-

ché qu'est devenue la préfecture girondine se mêlent élans patriotiques, défenseurs de la République et aspirations à des changements dans l'ordre social tandis que le gouvernement choisit de s'installer à Versailles et de préparer son armée pour affronter, non pas l'envahisseur, mais la Commune proclamée dans la capitale.

Paris, à partir du 18 mars 1871, devient le pôle d'attraction ou de répulsion pour l'opinion républicaine bordelaise qui se fracture en face de la Commune. Les organisations entrent en action en fonction des nouvelles de Paris. Les édiles républicains de la ville contrôlent ces mouvements. Le courant internationaliste commence à se distinguer des radicaux en créant un journal, devenant une cible plus facile à combattre. Toutefois la section de l'Internationale reste faible et ce serait une erreur d'en faire l'inspiratrice et l'animatrice des événements bordelais. Après la tentative de médiation proposée par les "radicaux" de La Tribune, relayée par les francs-maçons et acceptée par la majorité du conseil municipal autour du maire Emile Fourcand, l'agonie de Paris pendant la Semaine sanglante correspond à Bordeaux à une accentuation de la répression et dans les milieux dirigeants de la ville progresse l'accord avec l'action versaillaise.

L'analyse des événements bordelais replace le repli de l'opinion dans le climat ancien de méfiance à l'égard de Paris, symbole à la fois de la centralisation politique, de l'oppression économique et de l'agitation révolutionnaire.

Bordeaux a été assez bien informé de ce qui se passait à Paris. Des envoyés de Paris agissent. On n'a pas conscience de l'originalité du mouvement communal et de l'affrontement de classes, sauf dans les derniers jours après l'échec de toute tentative d'aide. Le prolétariat bordelais, faible, divisé, d'ancien type en majorité, en crise, s'accroît, connaît une mutation et un début d'organisation. A côté des chambres syndicales, la section

HISTOIRE

COMMUNES DE PROVINCE

14

de l'AIT ne réapparaît qu'au cœur des événements. Ses animateurs, y compris Paul Lafargue, donnent une signification nationale au sens social de l'organisation, d'où la désorientation des masses populaires car d'autres courants politiques s'identifient aussi avec l'idéal patriotique. A la différence de Lyon et de Marseille, son influence grandit tout au long des événements. Elle participe à la vie de la Garde nationale et aux luttes ouvrières et démocratiques. Elle s'efforce de canaliser le mécontentement et les aspirations confuses du peuple salarié au moment où les milieux républicains s'éloignent des aspirations patriotiques et répondent mal au mécontentement populaire. Elle se distingue des milieux radicaux en établissant un lien entre les luttes politiques, nationales et sociales. Les événements de Paris servent de révélateurs pour ses militants qui se distinguent progressivement des milieux radicaux de La Tribune, créent un journal *La Fédération* et se présentent aux élections municipales d'avril-mai 1871. Des radicaux, membres actifs ou anciens de la section de l'AIT, la font vivre en dépit du climat répressif qui suit la Commune.

Les républicains, bien que divisés, gardent le contrôle de l'administration, du service d'ordre. La municipalité assure le rôle essentiel. Mais pour eux, l'affirmation municipale ne conduit pas à théoriser l'autonomie communale à la différence des membres de l'Internationale qui s'en réclament.

Les républicains tiennent la situation bien en main et les troubles sérieux ne se traduisent pas par des tentatives de « communes ». La présence du gouvernement provisoire, puis de l'Assemblée, renforce l'union autour de l'idée républicaine, autour de la légalité gouvernementale. Les républicains et les radicaux finissent par accepter un gouvernement qui maintient l'ordre.

L'idéal commun des républicains cherche la conciliation pour freiner le mouvement et refuser

l'alliance avec Paris. Lors des élections municipales, pourtant, la liste qui soutient la Commune de Paris obtient un succès non négligeable. Les milieux conservateurs votent pour les républicains de Fourcand qui assurent l'ordre. Les idées républicaines plus radicales progressent dans les milieux populaires et chez les tenants de l'Internationale. Un militantisme républicain se développe.

Par bien des aspects, la situation bordelaise ressemble à celle des autres villes de province qui ne purent aider efficacement la Commune de Paris. L'échec des tentatives de coordination et l'ampleur de la répression parisienne traduisent la puissance de ceux qui se réclament de « l'Ordre ». D'où pendant longtemps les historiens ont surtout cherché à décrire et à comprendre le drame parisien à la place des aspirations provinciales. Le cas bordelais complète et complique le phénomène. On tenta dans certaines régions d'aider Paris par diverses actions de type insurrectionnel ou, comme à Bordeaux, par une attitude plus conforme à une conception favorable au peuple de la République reconquise.

JACQUES GIRAULT

*Professeur émérite d'Histoire à l'Université de Paris XIII, auteur des livres *La Commune et Bordeaux (1870-1871)*. Contribution à l'étude du mouvement ouvrier et de l'idéologie républicaine en province au moment de la Commune de Paris, Paris, Editions Sociales, 1971., *Bordeaux et la Commune (1870-1871) Mouvement ouvrier et idéologie républicaine au moment de la Commune de Paris*, Périgueux, Éditions Fanlac, 2009, 390 p. avant-propos de Jacques Rougerie.*



La longue lignée des Longuet

De la Commune à l'art



Charles Longuet est une figure originale de la Commune. Déjà, sous Napoléon III, il avait goûté de l'exil en Belgique et à Londres pour ses écrits satiriques, et de la prison à son retour en France. Devenu franc-maçon en Angleterre, il est proche de Blanqui qu'il ne manque pas de visiter lorsque celui-ci est hospitalisé. Pendant le Siège de Paris,

Charles Longuet est élu chef du 248^e bataillon de la Garde nationale, puis révoqué : il n'a pas la fibre militaire. Par contre, ses qualités de journaliste en font le rédacteur en chef du *Journal Officiel de la Commune* du 27 mars au 2 mai 1871. Après les élections dans le XVI^e arrondissement de Paris, il devient membre de la Commune. Il est alors désigné, le 24 avril, avec Jules Vallès pour siéger à la commission de révision des jugements prononcés par la Cour martiale. A la mi-mai, il vote avec la minorité contre le Salut Public.

Lors de la Semaine sanglante, il échappe au massacre et à l'arrestation. C'est par contumace qu'il est condamné par les vainqueurs versaillais à la déportation. De nouveau réfugié à Londres, il continue la lutte avec Fränkel et Vaillant en faisant partie du Conseil Général de l'Internationale. Ce bel engagement politique est doublé d'un mariage, en 1872, avec Jenny, l'aînée des trois filles de Karl Marx. Il en aura quatre enfants, Jean, Edgar, médecin et maire d'Alfortville, Marcel, journaliste, et Jenny, tour à tour cantatrice, journaliste et professeur, membre de l'Internationale.

Jean Longuet rencontre Friedrich Engels grâce à sa tante Eléonore, troisième fille de Karl Marx, militante du mouvement ouvrier anglais, et première traductrice en anglais de Madame Bovary. Guesdiste comme son oncle Paul Lafargue, il devient avocat, engagé dans les groupes ouvriers du XIII^e arrondissement, puis auprès de Jaurès pendant l'affaire Dreyfus, et enfin comme rédacteur à *L'Humanité*, puis directeur-fondateur du *Populaire*. Elu au comité exécutif de la SFIO (Section française de l'Internationale Ouvrière), il la représente à tous les congrès et devient député de la Seine.

Cette lignée, déjà importante, voit en 1904 la naissance à Paris de Karl-Jean, fils de Jean Longuet, qui deviendra artiste comme son cousin Frédéric Longuet, peintre et sociétaire du Salon des Indépendants.

Karl-Jean Longuet reçoit une formation artistique classique dans les grandes écoles nationales, les Arts décoratifs et les Beaux-Arts. Il sculpte la pierre et réalise pour l'Exposition Internationale de Paris, en 1937, plusieurs fontaines monumentales. La même année, il reçoit la commande d'un important monument pour une ville du Limousin : Saint-Léonard-de-Noblat. Au dispositif architectural de pierre vient se joindre un buste en bronze d'Adrien Pressemane, l'ami des longues luttes de son père. Pendant l'occupation nazie, il entre dans la Résistance, et au sortir de la guerre, son art va évoluer vers un langage simplifié, proche du cubisme. Ses formes préférées vont aux ensembles verticaux issus de personnages debout et qui évoquent le plus souvent une tour-signal ou un phare.



16

Hommage à la Commune de Paris, sculpture de calcaire blanc de 1m50 environ de hauteur, encore entreposée dans l'atelier de Karl-Jean Longuet décédé en 1981. *Photo Vincent Pomas*

calité. Une ouverture dans la pierre sépare deux ensembles qui pourraient évoquer deux personnages, l'un plus fort, l'autre plus étroit, femme ou enfant, l'ensemble suggérant une sorte de pieta laïque. Enfin, un bronze, proche d'une esquisse de 1953, montre la continuité du thème et son importance auprès de Karl-Jean Longuet qui n'a pas hésité à le décliner dans plusieurs matériaux, avec, à chaque fois, une adaptation nouvelle. Le bronze garde la trace de la matrice en plâtre ou en terre, et sa malléabilité lui confère une humanité particulière sensible aux griffures du ciseau du sculpteur.

Ces œuvres seront bientôt exposées lors d'une grande rétrospective des travaux de Karl-Jean Longuet et de son épouse, Simone Boisecq, elle aussi sculpteur. Nous aurons l'occasion de vous en informer à ce moment-là.

EUGÉNIE DUBREUIL

C'est ainsi qu'apparaît un thème d'hommage à la Commune, probablement étalé sur plusieurs années jusqu'en 1971, année du centenaire qui vit beaucoup de commémorations. La plus ancienne est peut-être un relief taillé dans le bois qui évoque les formes humaines comme prises dans un mur — le Mur des Fédérés ? —, avec un fort sentiment de présence. La plus monumentale est une sculpture de pierre blanche d'un mètre et demi de haut et dans laquelle les formes mouvantes de la précédente s'organisent dans une construction qui affirme la verti-

GRAND INTÉRÊT POUR NOS CONFÉRENCES DANS L'ESSONNE

Au début de cette année, les Amis de la Commune ont été sollicités pour présenter, dans le département de l'Essonne, des conférences sur l'histoire et l'œuvre de la révolution du printemps 1871. Trois conférences ont eu lieu à l'initiative de l'Université du temps libre à Draveil, Boussy-Saint-Antoine et aux Ulis. La quatrième a été présentée à Saint-Michel-Sur-Orge sur proposition de l'Université populaire de cette localité. Les conférences ont été présentées et animées par Jean-Louis Robert, Georges Beisson et Yves Lenoir. Chacune de ces conférences a été écoutée avec grand intérêt par un auditoire compris entre 60 et 100 personnes qui ont acheté de nombreuses brochures pour compléter leur connaissance de la Commune.

Le voyage à Cuba de membres de l'association sur les traces du Communard Charles Peissot

Notre voyage a été préparé par notre très regretté ami Pierre Biais et un autre ami, Pierre Malaterre, l'initiateur du projet. Quinze jours de découvertes à travers le pays cubain et ses villes les plus importantes nous ont fait découvrir toute la chaleur humaine du peuple cubain et son histoire.

A La Havane, notre groupe de 45 personnes a été accueilli par Guy Malaterre et nos amis de l'ICAP (Institut cubain d'Amitié avec les Peuples). Un guide, Ivan-Gomez Trujillo, était là pour nous accompagner tout le long du voyage ; nous avons apprécié sa disponibilité, sa gentillesse et ses compétences historiques, sociales et culturelles.

Notre première étape à La Havane fut historique et culturelle. Une amie très chère, Monique Peainchau, qui travaille à Cuba à l'Alliance fran-

çaise, a organisé plusieurs spectacles d'une grande qualité émotionnelle. Des chansons de la Commune ont été interprétées en français (*Le Temps des Cerises*, *Le capitaine au Mur*,...) et une chorale d'enfants a chanté *Le chiffon rouge* qui a reçu une très forte ovation de nos membres. Puis différentes rencontres ont été organisées : à la Maison de l'amitié par l'ICAP ; au théâtre Lyrique, avec de grands airs de l'opéra français et cubain ; au Centre National des Combattants. Avant l'inauguration de l'exposition sur la Commune, le président et trois membres de ce centre nous ont reçus pour rendre hommage à notre association, à la Commune et à Guy Malaterre pour son travail dans l'association qu'il a créée afin d'apporter des médicaments à Cuba.

Nous arrivons à la Maison Victor Hugo ; à l'entrée une affiche annonce « la Commune » et

A gauche, le programme de la Maison Victor Hugo de Cuba. A droite, le fanion remis au Centre des traditions et arts en Amérique latine installé dans la maison où vécut Charles Peissot



ACTUALITÉ

d'autres événements français programmés. Une de nos membres s'exclame : « *Nous voici chez nous* ». Depuis notre arrivée à Cuba, nous avons l'impression d'être en permanence chez nous, tellement l'esprit de la Commune flotte autour de nous. La Maison Victor Hugo voit pour la première fois une exposition sur la Commune en langue espagnole. C'est un haut lieu de la culture française à travers différentes manifestations. Elle a été récemment réhabilitée. Elle comporte une bibliothèque avec de nombreux livres en français ; elle est fréquentée par des étudiants et chercheurs. L'association a donné des livres en français sur l'histoire de la Commune et des ouvrages pour les jeunes. Lors du vernissage de l'exposition de nombreux contacts sont pris avec des Français vivant à Cuba.

Notre première étape à La Havane nous a permis de visiter le centre de soins de Tarara où sont soignés les enfants ukrainiens victimes de la catastrophe de Tchernobyl. Environ 20 000 personnes ont été soignées dans ce centre depuis 23 ans Les soins y sont gratuits et pris en charge par l'État cubain

Après cette première étape à La Havane, nous prenons l'avion pour découvrir la partie orientale de l'île, direction Holguin et Las Tunas où nous sommes accueillis par Victor Manuel Marrero Zaldivar, historien de la ville qui nous présente l'histoire de Charles Philibert Peissot (voir l'article en page suivante). Une visite de la ville est organisée avec comme guide Victor Manuel. Le point fort est l'inauguration de la deuxième exposition sur la Commune dans la maison où vécut Charles Peissot, en présence de ses descendants. La quatrième et la sixième génération sont présentes pour voir couper le cordon d'inauguration par notre président Claude Willard. Cette maison est aussi un centre culturel sur les traditions et arts de l'Amérique latine. Nous offrons au responsable de l'ICAP de Las Tunas et au directeur de la Maison de Charles



**L'historien
de la ville
de Las Tunas,
Victor Manuel
Marrero Zaldivar,
avec Claude Willard**

Peissot, un fanion qui restera un témoignage de fraternité entre Las Tunas et notre association. Un spectacle nous est offert et la partie festive se termine par une prestation de notre chorale dirigée de main de maître par notre amie Alice Belem.

Notre voyage reprend sa vitesse de croisière avec des étapes à Bayamo, Santiago, Carmagüay, Cienfuegos, Trinidad, Villa Clara avec visite du mémorial « Che Guevara », autre moment attendu par tous les participants. Nous revenons enfin à La Havane pour une journée libre et une excursion à Las Terrazas dans la province de Pinar del Rio.

Nos amis cubains nous ont reçus comme de véritables ambassadeurs de l'histoire révolutionnaire mais aussi de la langue française. Ils ont cherché à parler avec nous le plus souvent possible en français, notamment ceux qui étudient notre langue à l'école. Lors d'une journée d'excursion, un étudiant en français nous a suivis pour parler et entendre notre langue. Ces jeunes cubains sont fiers de parler notre langue et leur rêve serait de venir visiter notre pays.

Pour notre dernière soirée à La Havane, l'ICAP et Monique Peainchau ont organisé une soirée en notre honneur. Lors d'un dîner de l'amitié, le président de l'ICAP a remercié tous les participants au voyage pour leurs dons aux victimes des catastrophes des passages cycloniques



de cet automne. Claude Willard a reçu une lettre de remerciement et un diplôme.

Tous les participants à ce voyage ont pris part activement aux initiatives de l'association et aux débats et rencontres. Notre groupe était soudé et solidaire. Les nombreuses visites ont été très appréciées. Pour ma part, c'est bien la première fois dans un voyage à thème que je vois cette solidarité s'exprimer dans un groupe dont quelques jours auparavant les personnes ne se connaissaient pas...

PASCAL BONNEFEMME

Rencontre de Claude Willard avec des descendants de Charles Peissot



Charles Peissot *

Charles Peissot participe à la Commune comme ingénieur militaire et expert en armements. Pour échapper à la répression, il se réfugie en Espagne. Dans ce pays, les exilés de la Commune sont d'abord emprisonnés, puis on leur propose d'aller à Cuba en échange de leur liberté. Charles Peissot accepte et fait partie d'un groupe de 43 anciens Communards qui débarquent dans le port de Nuevitas, dans la province de Camaguey. Ils sont conduits à Guamo, dans la juridiction de Bayamo où on leur apprend qu'ils doivent s'incorporer dans l'armée espagnole pour combattre les Cubains insurgés. Au risque d'être fusillés, Charles Peissot, François Bonomme et

Clodomir Papillon désertent pour tenter de se mettre en contact avec le consul de France. Dans leur périple, ils rencontrent des Cubains insurgés et Charles Peissot, qui parlait parfaitement l'espagnol, sympathise avec le major général Vicente Garcia. Dans son journal des opérations du 27 février 1873, Garcia note que « ces trois hommes n'ont pas voulu combattre les principes républicains qu'ils avaient défendus les armes à la main dans leur patrie ». Charles Peissot milite comme agent secret pour les insurgés. Secrétaire en 1876 du gouverneur de la place de Las Tunas, il avait accès aux informations les plus précieuses qu'il faisait parvenir à Garcia dont les troupes encerclaient la ville. C'est ainsi que fut préparé le coup de maître qui libéra la ville le 23 septembre 1876. Il est alors nommé capitaine de l'armée de libération de Cuba. Le 7 juillet 1877, le capitaine Peissot est tué au combat à Las Tunas. Son cadavre mutilé est livré aux chiens. Il n'a pas de tombe. Charles Peissot propageait les idées de la Commune de Paris. Il fut le premier à parler de socialisme à Cuba.

(*) *Résumé de la brochure Sur les traces d'un Communard de Paris, par Victor Manuel Marrero Zaldivar, historien de la ville de Las Tunas*



La Communarde lors de l'hommage à Louise Michel sur le quai Henri IV à Dieppe le 9 novembre 2008

La Communarde

LA CHORALE DE L'ASSOCIATION DIEPPOISE DES AMIS DE LA COMMUNE

Début 2006, nos amis dieppois créaient une chorale dénommée la **Communarde**. Une quinzaine d'adhérentes et adhérents se lançaient aussitôt dans l'aventure avec un plaisir évident. Tous les quinze jours, les choristes se retrouvent en répétition. Depuis l'année dernière, Guillaume, professeur de musique, les accompagne. Nous avons assisté à l'une de ces répétitions. Ils étaient douze ce jour-là : Nelly, Jean-Marie, Gisèle, Sylvain, Ginette, Daniel, Annick, Guy, Anne et Guillaume.

La chorale se produit dans les initiatives de l'association, notamment en novembre à la cérémonie d'hommage à Louise Michel devant la plaque apposée sur le mur de la Tour aux Crabes sur le port de Dieppe et au repas amical qui suit. Elle a chanté au banquet annuel des Amis de la Commune à Montreuil. Elle interprète les chansons de la Commune : *Le Temps des Cerises*, *l'Internationale*, *La Commune n'est pas morte*, etc.

Peu à peu, son auditoire s'est élargi aux initiatives d'autres organisations comme le banquet républicain en 2006 pour le 60^e anniversaire du Front populaire ou le repas des cheminots retraités. Cet élargissement de l'auditoire a incité la

chorale à étendre sa programmation à d'autres chansons du mouvement ouvrier, avant ou après la Commune, comme *les Canuts*, *la Butte rouge*, *Gloire au 17^e...*

La répétition à laquelle nous avons assisté était consacrée à une nouvelle chanson, peu connue, le *Jour de Sacco-Vanzetti* dont les paroles ont été écrites par Aragon en 1927 au moment où de puissantes manifestations avaient lieu pour essayer d'arracher les deux immigrés italiens à la chaise électrique. Une manifestation avait été prévue à Dieppe le 23 août. Elle n'avait pas pu avoir lieu en raison du bouclage de la ville par les gardes mobiles. Aragon en fit un poème, chanté plus tard par Marc Ogeret.

Chacune des chansons de la Commune relate un moment de la révolution du 18 mars 1871. C'est un moyen ludique, efficace et simple de faire connaître l'histoire, l'œuvre, les idéaux et l'actualité de la Commune. Elles s'intègrent parfaitement dans le répertoire de l'ensemble du mouvement ouvrier.

En créant leur chorale, nos amis dieppois pensaient aussi qu'elle pourrait favoriser la joie de se retrouver ensemble. Ce pari est gagné comme nous avons pu le constater lors de la répétition à laquelle nous avons eu le plaisir d'assister et même de participer.

 YVES LENOIR

Une nouvelle brochure !

Cent vingt-huit ans après ses débuts et dans la situation du monde aujourd'hui, il nous a semblé important de rappeler dans cette brochure le creuset d'idées nouvelles et progressistes qu'a constitué, pendant les 72 jours de sa courte vie, la Commune de Paris. Des mesures représentant des avancées majeures par rapport aux conditions de l'époque, ont été mises en place. Remises en cause suite à son échec, certaines ont dû attendre plusieurs décennies pour être à nouveau adoptées, d'autres attendent encore.

Certes, à temps nouveaux, solutions nouvelles, mais la Commune a démontré qu'une démocratie directe sous contrôle permanent était possible. Des femmes et des hommes, artisans, ouvriers, petits employés, artistes et journalistes,

parmi lesquels des étrangers, ont pris leur destin et celui de Paris en main. Ils ont osé décider, promulguer des décrets, trouver les ressources nécessaires, organiser l'approvisionnement et la vie d'une cité en guerre. Dans notre monde actuel, ravagé par le racisme et le chauvinisme, la Commune incarne l'humanisme, la fraternité et l'internationalisme. Elle favorise la création de la première organisation féminine de masse, et jette les bases de l'émancipation des femmes. En instaurant des cours publics, en ouvrant les théâtres et les musées, la Commune fut pionnière de l'éducation populaire. Elle sut aussi, dans le domaine de la justice, proposer des avancées considérables comme, par exemple, l'élection des juges ou la prise de dispositions pour empêcher les détentions arbi-



traires. Sous la pression populaire, elle brûla la guillotine.

La Commune inspira le mouvement ouvrier international. Mouvements politiques, syndicaux et associatifs de diverses obédiences, peuvent à la fois se réclamer de son expérience et en dégager, par delà l'histoire et sans la fausser, un espoir : celui d'une société où règnerait la justice sociale.

DOMINIQUE COTTO

La modernité de la Commune - Les fruits du cerisier. En vente au siège des Amis de la Commune, 3 euros

RÉÉDITION LA COMMUNE DE 1871, DE CÉCILE CLAIRVAL-MILHAUD SORT EN DVD

Ce film documentaire de long métrage (1 h 16), réalisé pour le centenaire de la Commune, se trouve ainsi disponible au public. Il retrace l'histoire de la Commune sous une forme vivante et originale, à travers les images et les textes de l'époque. Les événements et les personnages, mis en scène à partir des photographies,

gravures et caricatures, sont décrits comme par un témoin de l'époque. Les discours et les interventions des principaux protagonistes, interprétés par de nombreux comédiens, restituent la vérité et l'authenticité des prises de position. Poèmes et chansons évoquent l'atmosphère et les sentiments de cette période. Le DVD comporte aussi trois bonus filmés

en couleur, dont deux avec la participation de membres de l'association des Amis de la Commune de Paris. Une version du film entièrement doublée en anglais permettra de faire connaître cet important épisode de l'histoire de France à un public étranger.

Contact et information :
clairst@club-internet.fr

VILLIERS DE L'ISLE-ADAM

Tableau de Paris sous la Commune

Comment le comte Villiers de l'Isle-Adam (1838-1889), issu d'une longue lignée de nobles bretons, a-t-il basculé dans le camp de la Révolution et décrit avec sympathie un Paris communard où « on rit et on chante, après avoir échappé la veille à une mort imminente » ? *Le Tableau de Paris*, publié à l'époque sous la forme de cinq articles, signés du pseudonyme de Marius, dans un journal favorable à la Commune, a-t-il été écrit par Villiers ? L'éditeur en a la certitude et tente de le démontrer dans une longue préface, où il s'attaque aux arguments des critiques littéraires et des historiens qui pensent le contraire, et pour certains ont accusé Villiers de l'Isle-Adam, un siècle après les faits, d'être un mouchard versaillais. Faute de pouvoir résoudre cette énigme, contentons-nous de lire ces pages qui figurent parmi les plus belles jamais écrites sur la Commune, aux côtés des poèmes de Rimbaud (*Chants de guerre parisiens* et *Paris se repeuple*), Verlaine (*Louise Michel est très bien*), et du roman de Vallès, *L'Insurgé*.

L'auteur y décrit les clubs comme s'il y était : « *On entre, on sort, on circule, on s'attroupe. Le rire du gamin de Paris interrompt les dis-*

cussions politiques. Approchez-vous des groupes, écoutez. Tout un peuple s'entretient de choses graves, pour la première fois on entend les ouvriers échanger leurs appréciations sur des problèmes qu'avaient abordés jusqu'ici les seuls philosophes. » Il y eut plusieurs spectacles populaires organisés au Palais des Tuileries, au bénéfice des bles-

sés de la Commune, notamment les 6 et 18 mai 1871. Au programme : *Les Châtiments* de Victor Hugo, parus récemment, et déclamés par Mlle Agar. Marius est séduit par cette ambiance de fête : « *Le soir, les boulevards illuminés, les filles, les théâtres, les discussions enfin libres, les cafés bruyants et féériques, un air de délivrance. Autour des kiosques, les journaux, anxieusement attendus, sont arrachés séance tenante.* »

JOHN SUTTON

Edit. Sao Mai, 103 pages, 6 euros.

La Commune dans l'Encyclopaedia Universalis

Les lecteurs du quotidien *Le Monde* peuvent, depuis quelques semaines, acquérir une collection spéciale de l'*Encyclopaedia Universalis* 2009. Un des six volumes consacrés à l'histoire contient un article signé Edith Thomas, et intitulé *Commune de Paris (1871)*.

Dix pages sont ainsi consacrées à cet événement qui fut si souvent occulté dans notre enseignement, ou dénaturé par ses détracteurs. Leur lecture en vaut vraiment la peine ; certains puristes peuvent y contester tel terme ou telle analyse furtive, mais quiconque cherche à s'in-

former sur cette période de notre histoire y trouvera les informations essentielles, et le goût d'aller plus loin dans sa connaissance de la Commune et de ses acteurs. L'article rappelle le contexte qui donna naissance à la Commune et son inspiration sociale. On y voit Thiers pactiser avec l'ennemi prussien, et on comprend bien pourquoi, face au camp des Versaillais, s'est constitué un gouvernement parisien.

Edith Thomas évoque les origines sociales des Communards, et leurs différents courants. Elle insiste tout particulièrement sur l'œuvre de la Commune dans les domaines de l'enseignement et du travail.

Et c'est avec une certaine émotion qu'on lit le dernier chapitre parlant des combats. Justice est rendue aux Communards : l'auteur dit ici que les incendies et les exécutions auxquels ils se livrèrent sont des actes de guerre, en riposte aux bombardements et aux massacres perpétrés par les Versaillais. Elle rappelle même le soin qu'ils ont eu de préserver certains monuments, comme la Sainte-Chapelle et Notre-Dame. Elle n'hésite pas non plus à parler d'« un fleuve de sang » en relatant les massacres des hommes, des femmes et des enfants parisiens par les Versaillais. Deux nombres sont éloquentes : 877 hommes perdus dans les rangs de l'« armée régulière », et environ 30 000 victimes du côté des Communards.

Neuf illustrations accompagnent cet article dont une photographie représentant Louise Michel et deux compagnes communardes, ainsi qu'un cliché souvent reproduit de plusieurs combattants exécutés. On aurait aimé voir aussi quelques Communards vivants, mais leur œuvre est heureusement pérenne.

Hommage est rendu à leurs luttes et à leur volonté d'instaurer une société nouvelle sous le signe d'une justice sociale.

 **MICHÈLE CAMUS**

Encyclopaedia Universalis, collection Les Essentiels d'Universalis, histoire, volume 2, 800 pages, 14, 90 euros.

Renforcer notre association pour l'inscrire dans le mouvement démocratique et social

Au moment où les forces vives de notre pays sont engagées dans des actions pour sauvegarder nos acquis sociaux et démocratique et en conquérir de nouveaux, la référence aux idéaux de la Commune saute aux yeux.

C'est ce qui nous a incités à participer aux grandes manifestations unitaires des 29 janvier et 19 février 2009 et à inviter les organisations du mouvement associatif, syndical et politique à la « montée au Mur des fédérés » du 16 mai prochain.

La nécessité du renforcement de notre association apparaît ainsi évidente pour l'inscrire dans ces combats.

Pour y contribuer, nous vous invitons à proposer à vos parents, amis ou voisins de rejoindre les Amis de la Commune.

Mais, pour progresser, il importe d'abord de ne pas reculer. C'est pourquoi, si vous ne l'avez pas encore fait, nous vous invitons à renouveler sans tarder votre adhésion pour 2009.

Cotisation annuelle : 34 E (à partir de 5 E pour les adhérents à faibles ressources) - Adhérents collectifs : 150 E



BULLETIN D'ADHÉSION

Nom :	Téléphone :
Prénom :	Courriel :
Adresse :	Année de naissance :
Code postal :	Profession (d'origine pour les retraités) :
Localité :	

Recopier, compléter les mentions ci-dessus et les envoyer, avec le chèque de paiement, aux Amis de la Commune (voir adresse en dernière page)



La Commune

DANS CE NUMÉRO

Editorial

La crise, alibi de la misère · *Claudine Rey* · 2

Histoire

La Commune, l'éducation et la culture · *Suzy Cohen* · 4
La Commune de Saint-Etienne · *Anne Morfin-Caton & Pierre-Henri Zaidman* · 8
Bordeaux au moment de la Commune de Paris · *Jacques Girault* · 12

Actualité

La longue lignée des Longuet, de la Commune à l'art · *Eugénie Dubreuil* · 15

Vie de l'association

Le voyage à Cuba sur les traces du Communard Charles Peissot · *Pascal Bonnefemme* · 17
La Communarde, chorale de l'association dieppoise des Amis de la Commune · *Yves Lenoir* · 20
Une nouvelle brochure ! · *Dominique Cotto* · 21

Notes de lectures

Tableau de Paris sous la Commune de Paris, de Villiers de L'Isle-Adam · *John Sutton* · 22
La Commune dans l'Encyclopædia Universalis · *Michèle Camus* · 22

Directeur de la publication : Claude Willard · *Comité de rédaction* : Marcel Cerf, Thérèse Gourmaud, Charles Meister, Eugénie Dubreuil, Michèle Camus, Alain Frappier, Marie-Claude Schertz, John Sutton, Claude Willard, Pierre-Henri Zaidman
Coordination : Yves Lenoir, Daniel Spassky · *Graphisme* : Alain Frappier · *Impression* : SENPQ Pantin · ISSN : 1142 4524

Notre prochain numéro (39) paraîtra début septembre.
Date limite pour faire parvenir vos articles : 30 juin 2009

*Les locaux de l'association sont ouverts du lundi au samedi de 14 à 17 heures
La bibliothèque est ouverte pour les adhérents le mercredi de 13 h 30 à 17 heures.
Il est conseillé de prendre rendez-vous au préalable*

 **LES AMIS DE LA
Commune de Paris** 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
amis@commune1871.org | www.commune1871.org